

# ► Tribune des Groupes de l'Opposition

Les textes ci-dessous sont publiés sous la seule responsabilité de leurs auteurs

PS

## Le PLU de Montrouge: associer les Montrougiens



Philippe BASSINET



Jean-Michel FIET



Jacqueline  
FINOT-FREBAULT



Joëlle LASSERRE



Wilfrid VINCENT

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) fixe les grands axes de développement de Montrouge pour les prochaines années. Il fixe les objectifs de population, d'urbanisme, d'équipements publics.

Il précise aussi les besoins en matière de logements, d'emplois... Il indique les contraintes pour les futures constructions (superficie au sol, hauteur...). Il traite également des questions d'environnement local. On comprend que les choix qui seront inscrits dans le PLU toucheront la vie quotidienne de chaque Montrougien. De par son importance pour chaque Montrougien, l'élaboration devrait faire l'objet d'une large concertation avec toute la population. Ce n'est pas le choix qui a été fait à Montrouge. Ceux qui ont visité l'exposition sur le PLU auront pu voir qu'un des panneaux vantait « une large concertation », photo d'une réunion à l'appui. Il faut savoir que les quatre réunions qui ont eu lieu n'ont jamais rassemblé plus de cinquante personnes alors que Montrouge compte près de 42 000 habitants. D'autres panneaux présentaient un projet pour le site « Schlumberger » mais le Maire annonçait lui-

-même que ce projet n'avait rien de concret. Bref, une concertation en trompe-l'œil.

Les élus socialistes ont, dès le début de la procédure d'élaboration du PLU, demandé qu'une vraie concertation soit engagée. Cette démarche devrait permettre non seulement d'informer les Montrougiens des projets intégrés dans le PLU mais aussi de les associer à la réflexion et à son élaboration puis aux choix finaux qui seront retenus.

Les élus socialistes :

**Philippe BASSINET, Jean-Michel FIET, Jacqueline FINOT-FREBAULT, Joëlle LASSERRE, Wilfrid VINCENT.**

108, av. H. Ginoux (01 42 53 88 10) - Email : psmontrouge@free.fr - Site : <http://psmontrouge.free.fr/>

PCF

## Les deux bouts de l'échelle



Annie Braidotti



Patrick Robineau

CONSEILLERS  
MUNICIPAUX

Les restos du cœur, les associations sont à nouveau mobilisées cet hiver. Hélas, ils feront « mieux » que l'an passé : 75 millions de repas distribués à 670.000 bénéficiaires dans l'un des 1900 centres (tiens, il n'y en a pas à Montrouge) La pauvreté existe dans notre pays et touche les familles monoparentales, les personnes âgées, les jeunes sans formation, les salariés précaires, les « travailleurs pauvres » qui ne gagnent pas assez pour s'en sortir.

Près de 7 millions de personnes (12 % de la population) vivent avec moins de 788 € par mois et le nombre de Rmistes ne cesse d'augmenter.

Montrouge n'est pas en reste : 800 Rmistes, 2240 chômeurs, 7800 chèques alimentaires en 2005, attribués aux familles en difficultés, impossibilité pour les jeunes et les familles modestes de se loger. Mais à l'autre bout de l'échelle, 424 foyers payent l'impôt sur les grandes fortunes ! Certes, il y en a moins qu'à Neuilly ! Si certains vivent bien, très bien même, la majorité de nos concitoyens voient leur pouvoir d'achat se réduire et les prélèvements augmenter : modification du barème de l'impôt, hausse de la CSG et des cotisations sociales, de la taxe d'habitation, poids exorbitant de la TVA, envolée des prix (essence, EDF, GDF, tarifs postaux etc.), déremboursement de médicaments.

Il faudrait, au contraire, dégager des ressources nouvelles en taxant les actifs financiers, les profits, les impôts les plus hauts pour favoriser une politique de justice sociale répondant aux besoins : emploi, formation, recherche, santé, logement, transport, solidarités, retraites etc.

Bonne année à toutes et à tous, faisons en sorte, tous ensemble que les valeurs de justice, de paix et de solidarité progressent en 2007.

MNR

## LE PATRIOTISME EUROPEEN



Aujourd'hui, les capitaines d'industries ont été remplacés par les hommes d'affaires et il n'est plus question de réalisations industrielles mais d'opérations boursières. Il ne s'agit plus de créer, mais de vendre et d'acheter. On délocalise, on externalise, on licencie sans se préoccuper des salariés ni des clients, car **seul l'actionnaire est pris en considération**. On prône le patriotisme économique pour justifier la fusion GDF-SUEZ, mais on n'a rien fait pour empêcher l'achat d'ARCELOR par MITTAL STEEL. L'Europe bruxelloise a interdit à PECHINAY d'acquiescer le Canadien ALCAN, ce qui a permis à ce dernier d'acheter quelques années plus tard, la société française leader de la production d'aluminium. La commission a joué contre les intérêts industriels de la France et donc de l'Europe.

La fusion GDF-SUEZ pourrait remettre en cause la concurrence censée garantir l'intérêt des consommateurs de GAZ de France ; car une fois que GDF sera privatisée et aura fusionné avec SUEZ, quelle garantie aurons-nous que ce nouveau groupe national ne sera pas victime d'une OPA indienne, chinoise ou américaine ?

Sans ignorer la dimension mondialisée des enjeux économiques, il est nécessaire de créer de grands groupes français et européens capables de s'imposer dans la guerre économique mondiale pour donner corps au patriotisme économique.

Pour mener leur projet libéral, les autorités bruxelloises qui ont détruit les frontières économiques entre les états, ont également fait disparaître celles qui séparent l'Europe du reste du monde afin d'élargir notre continent à la planète entière. Il ne s'agit plus de construction européenne. « L'Europe de Bruxelles est devenue une machine à dissoudre. Les Européens n'ont rien à attendre d'un projet qui n'est pas conçu pour eux. Il n'y a pas d'avenir sous le soleil gris de Bruxelles » B. MEGRET : *L'autre scénario*, Ed. CITE LIBERTE, 15 Rue de Cronstadt - 75 015 PARIS. Bonne et heureuse année 2007.

**Marie-Thérèse GALATEAU, Conseillère Municipale. [www.m-n-r.com](http://www.m-n-r.com), Radio mnr : 0892696926**

## ► Droit de réponse

Le groupe socialiste a du oublié l'étendue de la concertation que nous organisons autour du Plan Local d'Urbanisme. Pour lui permettre de retrouver la mémoire et pour une honnête information des lecteurs, nous allons donc la rappeler :

Le 2 novembre 2002, le Conseil Municipal décide de réviser le Plan Local d'Urbanisme et définit les règles d'élaboration et de concertation. Un diagnostic a été réalisé de juillet 2003 à février 2004. A partir de janvier 2004 a lieu l'élaboration du Plan d'Aménagement et de Développement Durable (PADD). Une exposition sur ce thème a lieu du 5 au 16 avril 2004 avec mise à disposition d'un registre pour permettre aux Montrougiens de noter leurs observations. Un document de 12 pages d'information et d'explication est distribué à tous les Montrougiens. Le 2 juin 2004, le Conseil Municipal adopte le PADD. De novembre à décembre 2005, ont lieu 4 réunions publiques à thèmes avec à chaque fois des spécialistes reconnus et ayant pour objet de recueillir les idées des Montrougiens. Les thèmes étaient : Le commerce le 24 novembre, les déplacements le 1er décembre, le renouvellement urbain le 8 décembre, l'environnement le 15 décembre. Pour aller plus loin encore dans la concertation, nous avons envoyé à tous les Montrougiens en avril 2006 un questionnaire demandant l'avis de chacun sur les propositions qui nous semblaient intéressantes. Il y a eu 4 300 retours, ce qui est très important. Une nouvelle réunion publique s'est tenue le 9 novembre au Théâtre de Montrouge, en même temps qu'une exposition publique du 6 novembre au 1er décembre.

Et ce n'est pas terminé puisqu'il reste à lancer l'enquête publique en début d'année. Si tout cela, ce n'est pas de la concertation ?

*Le Maire,  
Directeur de la publication*